

Le « marinopenisme » est un marxisme péroniste



<http://www.lefigaro.fr/vox/politique/2014/11/13/31001-20141113ARTFIG00358-le-marinopenisme-est-un-marxisme-peroniste.php>



FIGAROVOX/OPINION - L'économiste Christian Saint Etienne a étudié le programme économique du Front National. Il le décrypte pour *Le Figaro*.

Christian Saint-Etienne est professeur titulaire de la Chaire d'économie industrielle au Conservatoire National des Arts et Métiers. Auteur de «L'iconomie pour sortir de la crise» aux Éditions Odile Jacob.

Pour analyser le programme économique du Front national, j'ai choisi deux documents: le «Programme politique du Front national» disponible sur son site, lourd de 106 pages, et l'interview donnée par Marine Le Pen¹ au *JDD* le 2 novembre 2014.

Le second document donne la substance du premier. Mme Le Pen déclare: «Il faut radicalement changer de modèle, de logiciel. Il faut rompre avec l'extrémisme ultralibéral, qui est un choix idéologique au même titre que l'était le communisme. Cela veut dire retrouver notre monnaie, l'adapter à notre économie, ce qui nous permettra de retrouver la compétitivité. Il faut ensuite retrouver la maîtrise de notre économie, faire le choix du patriotisme économique, mettre en place des mesures aujourd'hui interdites par Bruxelles avec l'avantage donné aux entreprises françaises dans l'accès aux marchés publics. Et maîtriser nos frontières économiques en mettant en place des droits de douane modulés contre la concurrence internationale déloyale.» Plus loin, elle note: «La priorité nationale est une priorité du FN. (...) C'est aussi l'immigration qui aggrave considérablement les déficits sociaux.»

Le « marinopénisme », doctrine de Marine Le Pen, est donc un marxisme péroniste revendiqué qui se double d'une coupure franche de l'Union européenne.

Elle ajoute, à propos des mêmes orientations qu'elles partageraient avec l'extrême gauche: «Elle fait souvent le bon constat, mais elle ne va pas au bout de la logique. Ils sont soi-disant contre l'Europe, mais ils refusent de remettre en place des frontières économiques nationales. Ils sont soi-disant contre l'ultralibéralisme, mais ils refusent toute idée de maîtrise de l'immigration. Or l'immigration est un des leviers de l'ultralibéralisme.»

Le premier document donne des compléments à ces propos. Il est indiqué qu'il est nécessaire que la Banque de France puisse acheter des titres de dette publique tandis que «l'État doit inciter fortement les institutions financières à allouer en priorité l'épargne à long terme des Français à la dette publique». Par ailleurs: «La refondation de notre croissance, condition indispensable à un désendettement dans la durée, reposera sur la politique volontariste de souveraineté monétaire retrouvée, de réindustrialisation et de protection aux frontières qui sera mise en œuvre.»

Les options du FN sont donc explicites:

- 1. Sortie de la zone euro pour monétiser la dette publique ;
- 2. Sortie du marché unique et mise en place de barrières douanières («droits de douane et quotas d'importation»);
- 3. Dévaluation de la monnaie redevenue nationale afin de développer les exportations ;
- 4. Planification de la réindustrialisation par des «représentants de l'État», comprendre des «représentants du FN» ;
- 5. Diriger les investissements des entreprises vers le territoire national par une modification appropriée de l'impôt sur les sociétés ;
- 6. L'impôt sur le revenu sera rendu encore plus progressif par la «création de nouvelles tranches intermédiaires» ;

- 7. La taxe d'habitation sera rendue «aussi progressive que l'impôt sur le revenu» ;
- 8. L'ISF est renforcé par sa fusion avec la taxe foncière et une progressivité maintenue ;
- 9. La TVA est rendue encore plus progressive par un taux surmajoré ;
- 10. Le pouvoir d'achat des salaires est augmenté tandis qu'est mise en place une «contribution sociale aux importations (CSI)», égale à 3 % du montant des biens importés.

Ces options sont cohérentes avec la vision péroniste mise en place en Argentine dans les années 1950: priorité nationale, reprise en main des entreprises par l'État à l'abri de droits de douane et de quotas, monétisation de la dette. Elles sont également compatibles avec la vision marxiste, d'où le satisfecit de Mme Le Pen à l'extrême gauche, avec la planification de l'industrie nationale et le contrôle des investissements des entreprises, le très net alourdissement du progressisme fiscal qui est déjà en France un des plus élevés au monde, si ce n'est le plus élevé au monde.

Le «marinopénisme», doctrine de Marine Le Pen, est donc un marxisme péroniste revendiqué qui se double d'une coupure franche de l'Union européenne, à la fois marché unique et monnaie unique.

Le marinopénisme est en contradiction avec les faits, ce qui ne gênera pas les leaders du FN, mais aussi avec le «jeanpénisme», doctrine de [Jean-Marie Le Pen](#)².

Le jeanpénisme était une combinaison de provocations et d'ultralibéralisme. Mme Le Pen s'en est démarquée pour devenir « éligible », ce qui n'intéressait pas son père, tout occupé à ses agressifs jeux de mots. Elle voue aux gémonies l'ultralibéralisme, l'internationalisme, l'europénisme, mais aussi l'Union européenne elle-même.

Le marinopénisme vise en effet à donner la priorité aux Français «de souche» sur les immigrés et aux entreprises françaises sur les importations liées à l'ultralibéralisme. Que l'on veuille rétablir une concurrence équilibrée entre producteurs nationaux et étrangers en imposant un cadre social, fiscal et environnemental mondial par une intégration de la trace carbone des produits importés par des droits compensatoires ou en faisant payer la protection sociale par les importations comme par la production nationale grâce à un mécanisme de «TVA sociale» est souhaitable et justifié. Mais fermer les frontières de facto par des droits de douane et des quotas ignore que la moitié de notre production industrielle est exportée, que nos secteurs économiques les plus dynamiques sont les plus internationalisés et que la production nationale est absente de nombreux secteurs, comme les produits numériques fortement demandés par les Français. Le marinopénisme conduirait à une combinaison d'effondrement des industries exportatrices et de pénuries correspondant aux produits importés pour lesquels il n'existe pas d'offre nationale. La reflation salariale combinée à la monétisation de la dette entraînerait une forte inflation couplée à la chute du taux de change de la nouvelle monnaie, le «marinofranc».

Le marinopénisme conduirait à une paupérisation violente du pays et à une explosion du chômage et de la pauvreté de celles que l'on prétend protéger, les classes populaires. La même analyse s'applique aux propositions de l'extrême gauche tant admirée par Mme Le Pen. Par ailleurs, Mme Le Pen note que l'ultralibéralisme et le communisme sont des idéologies, notion qui s'applique parfaitement au marinopénisme compte tenu de sa structuration intellectuelle.

Surtout, le marinopénisme est l'inverse du jeanpénisme, qui prônait il y a exactement vingt ans la suppression non seulement de l'impôt sur la fortune, mais aussi de l'impôt sur le revenu! Le jeanpénisme était une combinaison de provocations et d'ultralibéralisme. Mme Le Pen s'en est démarquée pour devenir «éligible», ce qui n'intéressait pas son père, tout occupé à ses agressifs jeux de mots. Elle voue aux gémonies l'ultralibéralisme, l'internationalisme, l'europénisme, mais aussi l'Union européenne elle-même. Même si l'Europe est critiquable de s'offrir au monde sans réciprocité, il vaudrait mieux la consolider que de vouloir l'«exploser». Le marinopénisme ne reste fidèle au jeanpénisme que sur l'exécration des immigrés.

Il faut donc cesser de dire que le marinopénisme est «fumeux». Il est au contraire explicite et enraciné dans des doctrines aux fortes colorations historiques.

Christian Saint Etienne